

Les Européens, l'agriculture et la PAC. Eurobaromètre spécial n°336

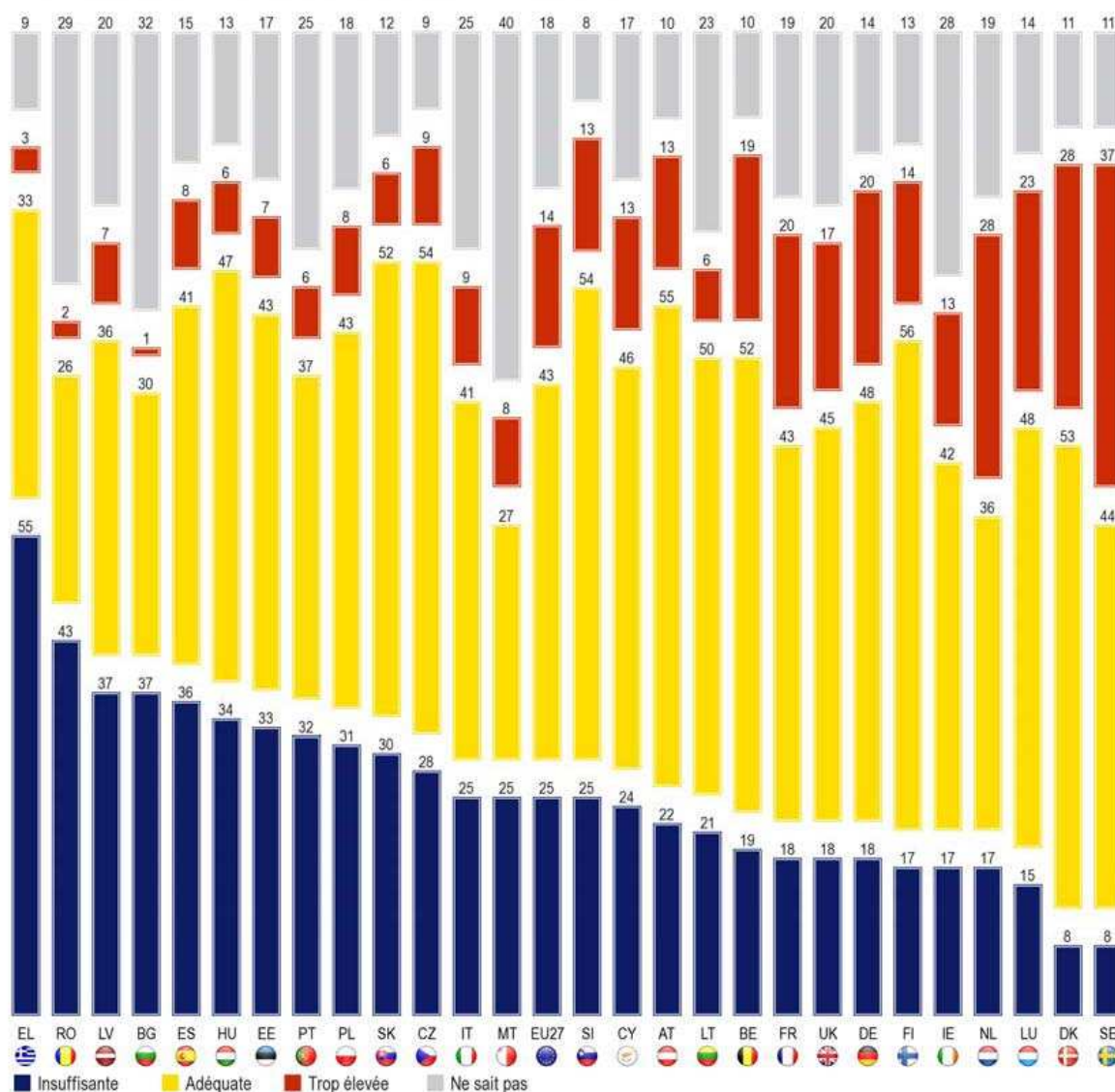
http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_336_fr.pdf

Selon les résultats de l'Eurobaromètre sur la politique agricole publiés le 30 mars 2010, une très large majorité (90%) d'Européens considèrent que l'agriculture et les zones rurales sont des sujets importants pour l'avenir.

Une très grande majorité (83%) des sondés considère que l'UE doit continuer à subventionner ses agriculteurs. Par ailleurs, ils estiment à 70% que le budget consacré à la PAC est adéquat ou insuffisant¹, ce qui constitue une augmentation significative par rapport à l'enquête de 2007.

Ceux qui pensent que le budget est insuffisant se retrouvent surtout dans les pays du Sud et de l'Est de l'Union, alors que ceux qui considèrent qu'il est trop élevé se trouvent majoritairement en Europe du Nord :

QB13T. Le budget de l'Union européenne pour l'agriculture et le développement rural



Interrogés sur l'avenir de l'aide financière aux agriculteurs, 39 % des répondants pensent qu'elle devrait augmenter dans les dix prochaines années, 33 % pense qu'elle devrait être identique et 14 %

1 Dont 29% estiment qu'il est « insuffisant », et 41% « adéquat ».

aimeraient que le budget soit diminué². Par rapport aux résultats de l'enquête de 2007, il convient de noter une importante augmentation du nombre de répondants qui estiment que l'aide financière devrait être augmentée (+ 10 points). Le nombre de répondants qui souhaitent que cette dépense reste la même a augmenté de 4 points. En outre, la proportion de personnes qui souhaiteraient que l'aide versée aux agriculteurs soit diminuée a baissé de 4 points, de même que celle des personnes qui n'ont pas d'avis sur le sujet (- 10 points).

Les pays les plus susceptibles de soutenir une augmentation du budget sont la Grèce, la Bulgarie et l'Estonie. Si seule une minorité de répondants partage cet avis en Europe du Nord, pour une majorité des habitants de ces pays, l'aide actuelle devrait rester la même pendant les dix prochaines années.

Les objectifs prioritaires de la PAC

Les Européens pensent que la PAC devrait en priorité garantir que les produits agricoles soient de bonne qualité, sains et sans danger (59 %). Garantir des prix raisonnables pour les produits alimentaires (49 %) vient ensuite, puis protéger l'environnement et assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs (41 % dans les deux cas).

En outre, 82% soutiennent que l'UE doit aider les agriculteurs à affronter le défi du changement climatique, et plus de la moitié (58%) se disent prêts à payer 10% de plus les produits agricoles s'ils sont produits de façon à ne pas aggraver le changement climatique.

Efficacité de la PAC

L'efficacité de la PAC est évaluée de façon contrastée par les Européens :

- Les évaluations sont positives dans le domaine de l'approvisionnement alimentaire, la qualité sanitaire des produits agricoles et le soutien à l'agriculture biologique ;
- Elles sont négatives concernant la protection de l'environnement et la préservation des zones rurales, ainsi que les questions économiques telles que capacité à garantir des prix raisonnables pour les consommateurs sur les produits alimentaires et à maintenir le niveau de vie des agriculteurs.

A travers l'utilisation d'une combinaison d'indicateurs de priorité et d'efficacité, on peut déterminer :

- l'objectif prioritaire pour lesquels la PAC est efficace (à maintenir) : l'assurance que les produits agricoles soient de bonne qualité, sains et sans danger,
- les objectifs prioritaires pour lesquels la PAC n'est pas suffisamment efficace (à améliorer) : assurer des prix raisonnables sur les produits alimentaires, assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs, protéger l'environnement et s'occuper du changement climatique.

Une méconnaissance générale de la politique agricole

Si 66% des Français ont « lu ou entendu quelque chose à propos de la PAC », la moyenne européenne est plus faible : 57% des européens interrogés ignorent ce qu'est la PAC (avec une augmentation de 4 points par rapport à 2007).

Pourtant les européens sont demandeurs d'informations, avec là aussi des différences entre les pays : les citoyens du nord de l'Europe sont davantage intéressés par des informations de type environnemental, que ceux du sud, qui préfèrent obtenir des informations sur la sécurité alimentaire.

Céline Laisney, CEP

² 15 % des répondants n'ont pas d'opinion sur la question.